



En 2010, le secteur marchand martiniquais génère trois milliards d'euros

En 2010, la valeur ajoutée générée par les entreprises du secteur marchand implantées en Martinique s'élève à trois milliards d'euros. Près d'un quart de la richesse produite provient du secteur du commerce. Deux-tiers de la valeur ajoutée produite en Martinique finance les frais de personnel, le dernier tiers finance l'excédent brut d'exploitation, ce qui correspond au taux de marge. Les secteurs d'activités de services affichent les taux de valeur ajoutée les plus élevés, en raison de la faible part de consommation de produits intermédiaires nécessaires à leur production.

Christiane Millet, Insee

En 2010 les entreprises¹ installées en Martinique ont dégagé un peu plus de trois milliards d'euros de valeur ajoutée. Sur la même période, la valeur ajoutée générée par les entreprises guadeloupéennes s'élève à 2,7 milliards d'euros.

Après deux années de contraction économique, l'activité économique de la Martinique montre, en 2010, des signes de reprise, surtout perceptibles en fin d'année. L'activité des entreprises du secteur marchand redémarre, avec prudence.

Le commerce et le secteur des activités spécialisées, scientifiques et techniques génèrent près de la moitié des richesses martiniquaises

En Martinique, près d'un quart de la richesse produite provient du secteur d'activité du commerce. Cette première place se retrouve également dans les autres départements des Antilles françaises, avec un poids légèrement plus important en Guadeloupe (26 %) et comparable en Guyane (24 %). La va-

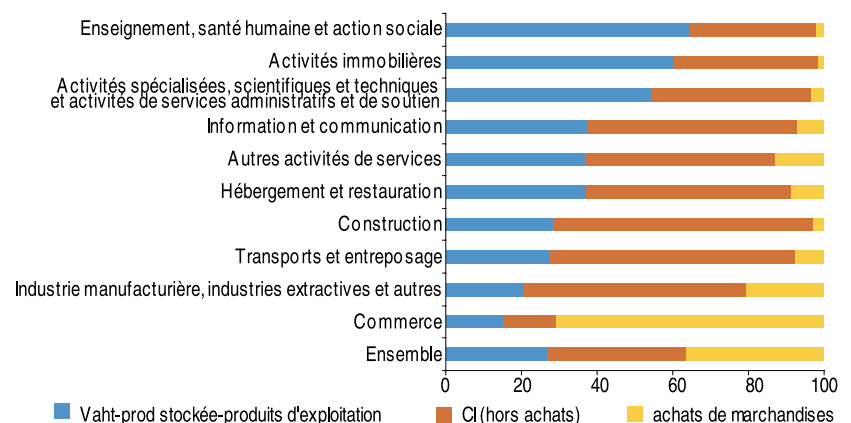
leur ajoutée dégagée par le commerce de détail (hors automobiles et motocycles) représente 60 % de la valeur ajoutée totale du secteur.

La deuxième place est occupée par le secteur des activités spécialisées, scientifiques et techniques et les services ad-

ministratifs. La valeur ajoutée de ce secteur représente 23 % de la valeur ajoutée totale. Ce secteur ne génère que 16 % de la valeur ajoutée totale en Guadeloupe et 14 % en Guyane. L'activité de ce secteur est principalement portée par les activités de services administratifs et de soutien (intérim, sécurité,...).

1 Le commerce, grand consommateur de produits intermédiaires

Décomposition du chiffre d'affaires selon les secteurs d'activité (en %)



Source : Insee - Esane 2010 - Données individuelles.

¹ Entreprises du secteur principalement marchand, hors agriculture, banques et assurances.

La valeur ajoutée dégagée par le secteur industriel martiniquais représente 16 % de la valeur ajoutée totale, niveau identique enregistré en Guyane malgré une moindre présence du secteur dans la région Martinique. En Guadeloupe, le poids de ce secteur est plus faible de trois points. La part importante de ce secteur dans l'économie martiniquaise s'explique, notamment, par la présence du secteur « cokéfaction et raffinage ». Un quart des richesses produites provient de l'agro-alimentaire.

Après avoir connu une année 2009 en dépression, l'activité dans le secteur de la construction ne montre pas de signes tangibles de reprise en 2010 en Martinique; le poids des richesses dégagées peine à dépasser 9 %. Ce secteur, grand consommateur de main-d'œuvre, est pourtant un secteur clé de l'économie martiniquaise, en termes d'amélioration de la situation sur le marché de l'emploi.

Le taux de valeur ajoutée plus élevé dans les activités de services

Dans l'ensemble des secteurs d'activité, les consommations intermédiaires (y compris achats de marchandises) représentent 73 % du chiffre d'affaires des entreprises, part proche de celle enregistrée en Guadeloupe (73 %) ou en Guyane (72 %).

Cependant, de fortes disparités sectorielles existent, conditionnées par la part des consommations intermédiaires dans le processus de production. Les secteurs peu consommateurs de produits intermédiaires montrent des taux de valeur ajoutée² supérieurs à 37 %. Par exemple, les secteurs de l'enseignement, santé humaine et action sociale et les activités immobilières reflètent bien ce phénomène, affichant un taux de valeur ajoutée d'au moins 60 %. A l'opposé, dans des secteurs comme l'industrie ou la construction, grands consommateurs de produits intermédiaires, la valeur ajoutée représente moins de 30 % du chiffre d'affaires. Le commerce, secteur où les achats de marchandises représentent 70 % du chiffre d'affaires, affiche le taux de valeur ajoutée le plus bas.

Les activités immobilières affichent un taux de marge nettement supérieur au taux de marge moyen

Globalement, le taux de marge des entreprises martiniquaises est de 37 %. Toutefois, en fonction des secteurs d'activité, ce taux varie du simple au triple.

Les secteurs des activités immobilières et de l'information et de la communication affichent des taux de marges très élevés (respectivement 58 % et 65 %), largement supérieurs au taux de marge moyen. Toutefois, au sein d'un même secteur, des disparités apparaissent. Ainsi, le secteur de l'édition affiche un taux de marge cinq fois inférieur à celui dégagé par le secteur des télécommunications.

A contrario, les taux de marge enregistrés dans la construction et le commerce sont nettement inférieurs au taux de marge moyen.

Le taux de marge du secteur de l'industrie martiniquaise est supérieur au taux moyen, phénomène que l'on ne retrouve pas en Guadeloupe. La présence du secteur d'activité « cokéfaction – raffinage » explique ce niveau élevé. Globalement, le secteur industriel affiche de grandes disparités au sein des différentes activités qui le com-

posent. En effet, le taux de marge du secteur de l'imprimerie et reproduction d'enregistrements est trois fois inférieur à celui de l'agro-alimentaire.

Définition du taux de marge

Le taux de marge rend compte de ce qui reste à disposition des entreprises, pour, par exemple, rémunérer le capital, après déduction des rémunérations salariales. Selon les secteurs, ce taux varie en fonction de l'intensité en main d'œuvre et de l'intensité capitalistique. Toutefois, un taux de marge élevé n'est pas systématiquement signe de rentabilité économique forte. Il faut rester prudent sur la comparaison des taux de marges entre secteurs d'activité car chaque secteur présente des spécificités vis-à-vis du recours à l'emploi et au capital. En outre, la situation conjoncturelle impacte fortement les entreprises. Par exemple : la crise mondiale de 2008-2009 a affecté l'économie martiniquaise et dégradé l'activité des entreprises. Avec l'embellie constatée en milieu d'année 2010, les comportements stratégiques des entreprises, comme pour leurs dépenses de consommation intermédiaire ou d'investissement, ont pu être variés.

2 Près d'un quart des richesses créées provient du commerce

Principaux résultats des entreprises martiniquaises en 2010 (euro)

Secteur d'activité	Nb unités	Chiffre d'affaires	Valeur ajoutée	%	Excédent brut d'exploitation
Industrie manufacturière, industries extractives et autres	2 589	2 145 628	472 374	15,5	226 312
- Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	410	405 856	116 324	3,8	39 574
- Fabrication de produits métalliques, à l'exception des machines et des équipements	183	141 526	42 463	1,4	9 368
Construction	3 506	917 785	284 368	9,3	57 151
Commerce de gros et de détail, transports, hébergement et restauration	9 074	5 692 483	1 011 703	33,2	224 696
- Commerce :	5 892	4 766 357	722 406	23,7	187 865
dont :					
Commerce de gros, hors automobiles et motocycles	1 250	1 556 623	188 270	6,2	49 526
Commerce de détail, hors automobiles et motocycles	3 802	2 625 055	429 284	14,1	120 861
- Transports et entreposage	1 779	563 470	155 162	5,1	32 339
- Hébergement et restauration	1 403	362 656	134 135	4,4	4 492
Information et communication	679	322 602	103 133	3,4	60 354
Activités immobilières	1 725	255 854	166 593	5,5	108 036
Activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services administratifs et de soutien	10 235	1 210 618	702 893	23,1	288 457
- Activités de services administratifs et de soutien	7 835	687 821	420 439	13,8	201 517
Enseignement, santé humaine et action sociale	2 859	386 293	252 528	8,3	138 038
- Activités pour la santé humaine	2 027	343 768	232 282	7,6	133 033
Autres activités de services	1 839	134 437	55 385	1,8	13 464
Ensemble	32 506	11 065 699	3 048 976	100,0	1 116 508

Source : Insee – Esane 2010 - Données individuelles.

²Taux de valeur ajoutée = Valeur Ajoutée hors taxe / Chiffre d'Affaires.

L'investissement martiniquais concentré dans trois secteurs d'activités

Les entreprises, appartenant au champ de l'étude, ont investi 1,5 milliards d'euros en 2010. Le niveau d'investissement, déterminé par la nature des activités d'un secteur, explique l'hétérogénéité des secteurs. En effet, trois secteurs d'activités concentrent les trois quart des investissements martiniquais. Le secteur de l'immobilier réalise près de la moitié de l'investissement total. Le commerce de gros et de détail, les transports, l'hébergement et la restauration, en génèrent 23 %. L'investissement des activités spécialisées, scientifiques, techniques et des activités de services administratifs et de soutien représente 15 % de l'investissement total. Le sous-secteur des activités de services administratifs et de soutien (dont font partie les sociétés créées dans le cadre de la défiscalisation) concentre près des trois quart des investissements du secteur.

Après la crise de 2008-2009, le secteur de la construction amorce une reprise plutôt timide en 2010 et se retrouve avec un niveau d'investissement bas. ■

Définition des 4 nouvelles catégories d'entreprises

Le décret n° 2008-1354 du 18 décembre 2008 définit l'entreprise comme «la plus petite combinaison d'unités légales qui constitue une unité organisationnelle de production de biens et services jouissant d'une certaine autonomie de décision, notamment pour l'affectation de ses ressources courantes».

Les nouvelles catégories sont :

Les micro-entreprises sont des entreprises qui, d'une part occupent moins de 10 personnes, d'autre part ont un chiffre d'affaires annuel ou un total de bilan n'excédant pas 2 millions d'euros.

Les petites et moyennes entreprises (PME) sont des entreprises qui, d'une part occupent moins de 250 personnes, d'autre part ont un chiffre d'affaires annuel n'excédant pas 50 millions d'euros ou un total de bilan n'excédant pas 43 millions d'euros.

Les entreprises de taille intermédiaire (ETI) sont des entreprises qui n'appartiennent pas à la catégorie des PME et qui d'une part occupent moins de 5 000 personnes, d'autre part ont un chiffre d'affaires annuel n'excédant pas 1 500 millions d'euros ou un total de bilan n'excédant pas 2 000 millions d'euros.

Les grandes entreprises (GE) sont des entreprises qui ne sont pas classées dans les catégories précédentes

3 Les activités immobilières affichent le taux de marge le plus élevé

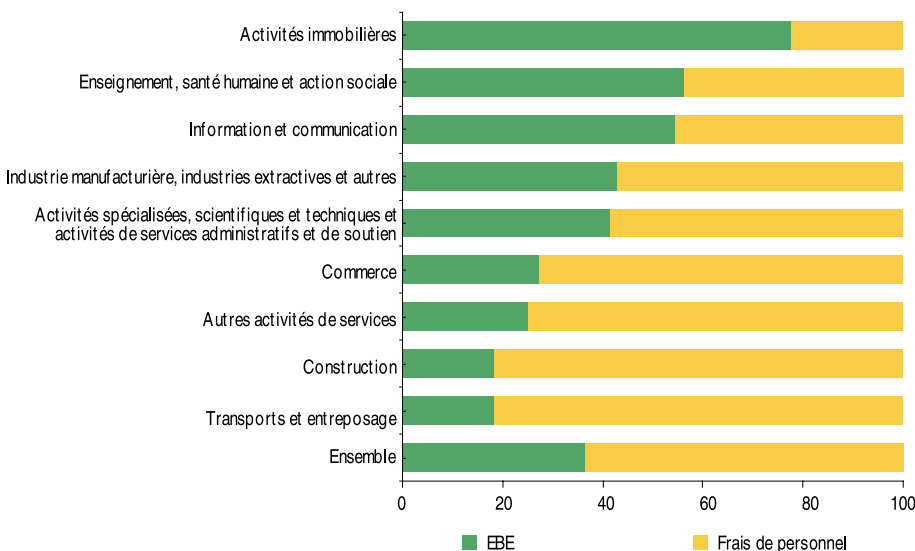
Quelques ratios d'analyse financière des entreprises martiniquaises par secteur d'activité (en %)

Secteur d'activité	Taux de VA	Taux de marge	Part des frais de personnel
	Vaht/CA	EBE/VA	FP/VA
Industrie manufacturière, industries extractives et autres	22,0	47,9	63,9
- Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	28,7	34,0	68,7
- Fabrication de produits métalliques, à l'exception des machines et des équipements	30,0	22,1	77,8
Construction	31,0	20,1	89,0
Commerce de gros et de détail, transports, hébergement et restauration	17,8	22,2	75,3
- Commerce :	15,2	26,0	68,8
dont :			
Commerce de gros, hors automobiles et motocycles	12,1	26,3	68,4
Commerce de détail, hors automobiles et motocycles	16,4	28,2	66,5
- Transports et entreposage	27,5	20,8	93,5
Information et communication	32,0	58,5	48,7
Activités immobilières	65,1	64,9	18,5
Activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services administratifs et de soutien	58,1	41,0	57,6
- Activités de services administratifs et de soutien			
Enseignement, santé humaine et action sociale	65,4	54,7	42,5
- Activités pour la santé humaine			
Autres activités de services	41,2	24,3	72,2
Ensemble	27,6	36,6	64,0

Source : Insee - Esane 2010 - Données individuelles.

4 L'excédent brut d'exploitation des activités immobilières représente plus des 2/3 de la valeur ajoutée (au coût des facteurs de production) de ce secteur

Répartition de la valeur ajoutée selon le coût des facteurs de production (en %)



Source : Insee - Esane 2010 - Données individuelles.

Source

Esane. : L'élaboration des Statistiques Annuelles d'Entreprises a été mise en place par l'Insee en 2008 et permet de produire des statistiques structurelles d'entreprises.

L'élaboration de ces statistiques se fait essentiellement à partir de données administratives. La source administrative principale est une source fiscale (utilisation des liasses fiscales), source complétée par des données issues notamment des DADS (déclarations annuelles de données sociales). Les informations disponibles dans les sources administratives ne sont pas suffisantes pour élaborer des statistiques annuelles d'entreprises.

Le champ d'Esane est celui des entreprises marchandes à l'exception du secteur financier et des exploitations agricoles. Ce champ est défini à partir des codes de la nomenclature d'activité NAF.

Esane utilise des données administratives exhaustives (liasses fiscales et déclarations annuelles de données sociales-DADS) et des données d'enquête sectorielle annuelle (ESA/EAP) sur un échantillon d'entreprises. Esane fait cohabiter des entreprises qui répondent à l'enquête ESA/EAP avec des entreprises pour lesquelles seules les données administratives sont disponibles.

Des ruptures de séries auxquelles s'ajoute un changement de la nomenclature d'activité principale ont accompagné le passage à Esane, ce qui ne permet pas la comparaison avec les années précédentes.

Les soldes comptables présentés dans cette étude sont calculés à partir d'informations administratives et d'enquête.

Définitions

Comprendre les soldes comptables :

Le chiffre d'affaires se compose de la production vendue de biens et services et les ventes de marchandises. Les marchandises ne sont pas une production réalisée par l'entreprise qui les commercialise, contrairement aux productions vendues de biens ou services.

Contrairement au chiffre d'affaires, **la valeur ajoutée hors taxes** correspond à ce qui est vraiment créé par l'entreprise. Elle s'obtient en additionnant le chiffre d'affaires, la production stockée et les autres produits d'exploitation, auxquels sont retranchées les consommations intermédiaires, les charges d'exploitation et la variation de stock. Les valeurs ajoutées peuvent s'additionner car les consommations intermédiaires sont soustraites. Transformées, ces consommations permettent la production d'autres biens ou services ou la vente de marchandises.

Certains secteurs d'activités bénéficient de subventions. Les entreprises sont également taxées. **La valeur ajoutée au coût des facteurs** de production s'obtient en ajoutant les subventions et en retranchant les impôts et taxes de la valeur ajoutée.

La valeur ajoutée au coût des facteurs de production se divise en deux parties :

les frais de personnel qui permettent la rémunération du facteur de production « travail »; l'excédent brut d'exploitation qui est le revenu du facteur de production « capital ».

L'excédent brut d'exploitation (EBE) n'est pas seulement la rémunération des apporteurs de capitaux ou le bénéfice de l'entreprise. Il permet de rémunérer les actionnaires, mais également de rembourser les dettes ou de financer des investissements. Il rémunère également le travail des entrepreneurs individuels.

Le taux de marge :

La valeur ajoutée au coût des facteurs de production (y compris les subventions d'exploitation, hors impôts et taxes d'exploitation) permet aux entreprises de payer les frais de personnel et de dégager un excédent brut d'exploitation. Le taux de marge est le rapport de l'EBE sur la valeur ajoutée aux coûts des facteurs de production (VACF). La comparaison des taux de marges entre secteurs est un exercice délicat. Chaque secteur présente en effet des particularités vis-à-vis du recours à l'emploi et au capital et du cycle conjoncturel. Les secteurs capitalistiques ont de fait un taux de marge plus élevé que les secteurs de main d'œuvre. Dans le partage de la VACF, le taux de marge rend compte de ce qui reste à disposition des entreprises - l'EBE -, notamment pour rémunérer le capital, une fois déduites les rémunérations salariales. Un taux de marge élevé résulte en général de la mise en œuvre d'un capital d'exploitation important ; il n'implique pas nécessairement une rentabilité économique forte (l'EBE devant alors être rapporté à ce capital d'exploitation) mais sert à financer les investissements.

La taille des entreprises, mesurée par l'effectif salarié, influe sur les taux de marges. Le taux de marge est plus élevé en règle générale dans les entreprises de moins de dix salariés que dans les autres. Les micro-entreprises intègrent des travailleurs individuels indépendants (commerçants, artisans, professions libérales), et des gérants majoritaires de SARL, qui ne sont pas salariés mais rémunèrent leur travail sur le résultat de l'entreprise. Le taux de marge s'en trouve augmenté mécaniquement. Or, les micro-entreprises sont proportionnellement beaucoup plus nombreuses en Guadeloupe qu'en France. La comparaison des taux de marge n'est donc juste qu'à structure équivalente.

Insee Martinique

Centre Delgrès
Les Hauts de Dillon
BP 641
97262 Fort-de-France Cédex

Directeur de la publication :

Didier Blaizeau

Rédactrice en chef :

Béatrice Céleste

Mise en page :

Typhenn LADIRE

ISSN : 2417-0771

© Insee - 2015

Pour en savoir plus

- Brion P., «Esane, le dispositif rénové de production des statistiques structurelles d'entreprises», Courrier des statistiques n° 130, mai 2011.
- Hecquet V., «Quatre nouvelles catégories d'entreprise – une nouvelle vision du tissu productif», Insee Première n°1321, novembre 2010
- Millet C., «Esane - En 2010, le secteur marchand guadeloupéen génère 2,7 milliards d'euros de valeur ajoutée» Insee - Guadeloupe Analyses n°5, Avril 2015
- Millet C., «Esane - En 2010, le secteur marchand guyanais génère un quart de la richesse du territoire» Insee - Guyane Analyses n°9, Avril 2015
- Planson S., Rathle J-P., Tagnani S., «Les entreprises en France», Edition 2013
- Baktavatsalou R., Planson S., Rathle J-P., Tagnani S., «Les entreprises en France», Edition 2014



Insee
Mesurer pour comprendre